

**Sandrine Garcia**

**La tradition marxiste dans le champ intellectuel français et son rôle dans la constitution de la sociologie de l'éducation**

En France, l'éducation a été l'objet d'investissements politiques particulièrement forts à cause de la place qui lui est conférée dans l'histoire de la nation (édification de la république aux débuts de la Troisième République, émancipation des classes populaires dans un projet communiste, etc...). La place croissante qu'occupe le capital scolaire dans l'accès aux positions sociales « privilégiées » ou simplement, pour le maintien des positions sociales a renforcé ces investissements qui ont fortement influé sur la constitution de la sociologie de l'éducation, de telle sorte que cette discipline est plus que tout autre exposée, dans cette configuration nationale, à devoir répondre à une « demande sociale ». Qui plus est, au moment où la discipline a été en France constituée, cette « demande sociale » a été érigée comme un critère de légitimité des recherches sur l'éducation, faisant ainsi concurrence (ou coexistant avec) à d'autres critères possibles de légitimité (comme la neutralité axiologique).

Le contexte historique et politique dans lequel s'est produit la constitution de cette discipline à un moment où la sociologie dans son ensemble se renouvelait et se différençait a eu pour conséquence de faire prévaloir une conception instrumentale de la discipline, qu'il s'agisse, du point de vue de l'Etat, d'allier les préoccupations relatives à la « justice sociale » et au renouvellement de l'Etat ou alors, dans une perspective alors diamétralement opposée, pour des intellectuels au service de la classe ouvrière, d'œuvrer à son émancipation en lui apportant les outils de connaissance jugés nécessaires. Cette conception instrumentale qui a marqué en France l'histoire de la discipline et ses grandes orientations ne peut se comprendre qu'à partir d'une forte tradition caractérisée par la place du marxisme dans le champ intellectuel en général et en sociologie en particulier aux débuts des années 60. Alors que prévalaient ailleurs (et notamment en Grande-Bretagne) les approches interactionnistes et ethnographiques, c'est une sociologie de l'éducation « marxiste » qui s'est d'abord imposée et cela, contre une « sociologie professionnelle » représentée par les grands instituts de recherche statistiques d'Etat.

Cette tradition a eu des effets importants sur l'histoire du champ car même lorsque le marxisme a perdu de sa force dans le champ sociologique, il a continué à marquer, quoique d'une manière différente, son évolution, notamment par une référence constante à une « demande sociale » ou à ce qu'on décide d'interpréter comme telle. Mais privée en quelque sorte de ce qui en faisait le support, c'est-à-dire son attachement à un projet d'émancipation des classes populaires porté par des forces politiques (ce qu'on appelait le mouvement ouvrier), cette sociologie marxiste a désormais beaucoup moins à opposer à la sociologie professionnelle contre laquelle elle s'était située dans les années 60, tout en partageant avec elle ce qu'elle avait déjà en commun, c'est-à-dire une conception instrumentale de la science qui a trouvé à s'exprimer à travers la constitution d'une offre d'expertise en sociologie de l'éducation dans le début des années 80.

A travers l'histoire de cette discipline et sa constitution, nous comptons aborder la question des effets sur la production scientifique d'une subordination de la recherche aux questions telles qu'elles sont formulées par le champ politique ou par ce qui est défini comme « demande sociale ». Nous établirons une comparaison avec l'histoire de la sociologie de l'éducation en Grande-Bretagne, car celle-ci, ne s'enracinant pas dans cette tradition marxiste, a privilégié les approches interactionnistes qui ont été « importées » en France au moment où certains sociologues voulaient renouveler les approches scientifiques et notamment rompre avec les paradigmes « structuralistes ».